

J'espère que l'écriture est
lisible car j'ai mis dans le train.
Pour un contact <marie.fargy
@eus.fr> et on prendra un RV

téléphonique si
nécessaire (non
par Skype ou gmail).

Si les « publicheurs » ont besoin des chercheurs, les chercheurs n'ont pas besoin des « publicheurs¹ » !

Trois entreprises d'édition scientifique dominant le « marché » des publications : Reed Elsevier, Springer Nature et Wiley-Blackwell. Chacun de ces grands groupes, respectivement anglo-néerlandais, néerlandais-germanique et anglo-américain, se sont constitués par fusions successives jusqu'à exercer une domination sans partage sur les publications scientifiques. Cette domination, source de profits considérables au détriment des fonds publics, est aussi source de problèmes déontologiques, éthiques et financiers majeurs pour la recherche et les chercheurs.

Springer
Nature

Wiley-Blackwell

Elsevier
publie
244 revues
et sa
base Scopus
en référence
21000.

Écrire
Scopus
comme
dans la
citation
qui
soit

Springer, c'est 6 343 600 articles, 4 133 000 chapitres d'ouvrages, 1 010 500 actes de conférences. Wiley/Blackwell, c'est plus de quatre millions d'articles venant de 1 500 revues, 8 000 ouvrages et des centaines de références, de protocoles issus de laboratoires, et des bases de données à la disposition de seize millions de scientifiques et académiques. Quant à Elsevier, sa base de référence 21 000 journaux scientifiques y compris 200 titres en libre accès.

L'accroche d'Elsevier à propos de SCOPUS situe bien les enjeux : « Scopus est la plus grande base de données de résumés et de citations de la littérature évaluée par des pairs (...). Donnant un aperçu complet des résultats de la recherche mondiale dans les domaines de la science, de la technolo-

gie, de la médecine, des sciences sociales et des arts et des sciences humaines, Scopus propose des outils intelligents pour suivre, analyser et visualiser la recherche. À mesure que la recherche devient de plus en plus globale, interdisciplinaire et collaborative, vous pouvez faire en sorte que les recherches critiques du monde entier ne soient pas oubliées lorsque vous choisissez Scopus. » Grâce à SCOPUS, les chercheurs peuvent « découvrir les tendances émergentes et

Rouge : correction, à mettre (les erreurs sont soulignées en jaune)

Bleu : passages à supprimer (s'il n'y a pas assez de place pour ajouter le texte de correction et commentaires)

Florence Audier
Laboratoire Statistique, Analyse, Modélisation multidisciplinaire (SAMM), Université Panthéon-Sorbonne

Marie Fargy
CNRS-INSM1, Paris
LMD, ENS

en développement », « être en tête de la compétition » et « identifier les leaders d'opinions ».

Reed Elsevier (encadré) c'est, en 2017, 8,4 milliards d'€ de chiffre d'affaire (7,6 en 2013) dont 2,8 milliards d'€ proviennent des seuls journaux scientifiques (2,7 en 2013). Et sur les 2,6 milliards de profits réalisés par Reed Elsevier en 2017 (son taux de profitabilité s'affiche à profit

Reed Elsevier, désormais RELX Group*, naît de la fusion de la société d'édition juridique anglaise Reed International et de la maison d'édition néerlandaise Elsevier NV en 1992. L'année suivante, le groupe acquiert les Éditions Techniques. En 2005, Masson rejoint le groupe Reed Elsevier pour former, en 2006, avec Elsevier France, la nouvelle entité Elsevier Masson (<http://www.em-consulte.com/rmr/qui-sommes-nous>). En France, outre ses activités d'édition scientifique et médicale sous la marque Elsevier et d'édition juridique et fiscale sous la marque LexisNexis, Reed Elsevier organise des salons professionnels (Salon du livre de Paris, FIAC, Salon Nautique de Paris, Paris Photos sous les marques Reed Expo et Reed MIDEM). Il s'occupe aussi de fournir des solutions en gestion du risque, management de la E-reputation, recherche et veille, sous la marque LexisNexis. Bien sûr, le groupe est coté en bourse.

¹ Le terme « publicheur » désigne ce qu'en français on appelle couramment « éditeur ». Il ne pas confondre avec les membres des comités éditoriaux, les « editors » en anglais.

* <https://www.relx.com/our-business/our-business-overview>

pour éviter la confusion

31 %), 40 % proviennent des journaux scientifiques, qui eux-mêmes secrètent un taux de profit de 37 % ! C'est que, dans cet univers, c'est « pile je gagne, et face tous les autres perdent » ; autrement dit, c'est toujours Elsevier et les autres éditeurs qui gagnent, et l'injonction à publier « *publish or perish* » n'a fait que renforcer leur prééminence.

BUSINESS MODELS

Elsevier, comme les autres groupes, publie des articles scientifiques selon deux « *business models* » : d'une part des revues en version « papier » et/ou électronique que les institutions doivent acheter par abonnements, le plus souvent groupés (plusieurs revues sont dans un même « *bundle* », ce qui signifie qu'elles doivent être acquises en même temps sans que l'on puisse les choisir) ; d'autre part par *open access* via internet. Dans ce cas, c'est au moment de la publication, voire de la soumission des articles qu'intervient le paiement. C'est ce qu'on appelle l'APCs, *Article Publishing Charges*, véritable redevance, par opposition au *Green Access* (encadré).

Quelques définitions pour y voir plus clair...

Gold Open Access tous les articles sont publiés après révision par les pairs et sont mis en *Open Access* (OA) après paiement, par les auteurs ou leur institution, des APCs au « *publicheur* ».

Hybrid Open Access : revues avec révision par les pairs, vendues par abonnement. Les auteurs doivent payer des APCs s'ils veulent que leur article soit en OA.

Green Open Access : dépôt, dans une archive ouverte, de la version de l'auteur, avant révision par les pairs (mais pas de la version publiée).

Diamond Open Access : publication d'articles revus par les pairs sans abonnement ni APCs à payer, car la publication se fait via une plateforme de publication qui est un équipement de recherche au même titre qu'un centre de calcul ou le réseau RENATER.

En résumé, dans ces *business models*, on paie soit pour lire, soit pour écrire... soit pour lire et écrire ! Et finalement, les établissements de recherche déboursent deux fois, d'un côté en payant les frais de publication *open access* et de l'autre en maintenant l'abonnement à ces mêmes revues, afin, notamment, de permettre la lecture des articles accessibles uniquement sous abonnement.

Sur le site de chaque revue figurent les consignes aux auteurs et les conditions spécifiques de soumission des articles. Pour une vue d'ensemble, on peut, par exemple, consulter le site internet d'Elsevier : un tableau de soixante-et-une pages récapitule les conditions de publication relatives à 2 440 revues placées dans son orbite, titres qui couvrent quasiment toutes les disciplines scientifiques. Pour chacun des titres est affiché le prix à payer pour y publier un article, prix qui varie généralement entre 2 000 et 3 500 dollars américains (US\$), mais la société préfère indiquer que ses tarifs s'étalent de 150 US\$ à 5 000 US\$.

Ces prix – à la charge des auteurs et/ou de leurs institutions – s'appliquent à l'*open access* et doivent être acquittés lors de la soumission du manuscrit. Ils sont, nous dit-on, établis et régulièrement réajustés selon les critères suivants : l'*impact factor* du journal, le coût supposé des processus techniques mobilisés (dessins, couleurs...), le degré de concurrence entre revues, les conditions du marché, ainsi que les revenus annexes procurés par la publication. Bref, les prix sont établis en fonction du marché de chacune des revues – d'où d'ailleurs des arrangements possibles « au cas par cas ».

CITATION INDEX, IMPACT FACTOR, RANKING

L'autre grande base est le *Web of Science*, qui appartenait à Thomson Reuters et a été racheté par Clarivate, 9 300 périodiques et plus de 110 000 actes de conférences figurent dans cette base, accessibles sur abonnement ; 3 400 organisations et universités dans plus de quatre-vingt-dix pays y seraient abonnés et, surtout, utiliseraient les indicateurs contenus dans la base, afin de définir et mettre en œuvre leur politique. Une des originalités de cette base – à laquelle on accède via *ISI Web of Knowledge* – est qu'elle calcule le très fameux *citation index*, tant valorisé pour les classements et autres *rankings*. Selon la brochure de présentation, le *citation index* « est devenu le standard mondial pour la bibliométrie dans tous les domaines scientifiques », des sciences naturelles aux humanités. Grâce à la base de données JCR – *Journal Citation Reports* – chacun a ainsi accès, en un clic, au fameux *impact factor* de milliers de journaux scientifiques depuis 1975. Elle peut donc être utilisée, ce qui est le plus souvent le cas, sans que les données et algorithmes utilisés soient connus, sans qu'ils puissent être testés et validés de façon critique et objective, alors que cette logistique sert de base aux orientations scientifiques des institutions, voire des pays, ainsi qu'à l'évaluation des institutions et des chercheurs.

LA FIN DU PILLAGE DES DENIERS DE LA RECHERCHE?

Le pillage des deniers publics par le biais de l'édition scientifique pourrait (provisoirement ?) avoir atteint ses limites, si on en croit les bras de fer récents entre les bibliothèques des établissements universitaires et de recherche, notamment dont celui avec Springer en France.

achètent les articles

référence

Souquet et

des revues en gold

demande par les chercheurs qui ils appellent

Wat's ne référen pas les humanités

le problème est qu'il est calculé sans...

et les chercheurs

mis à disposition des chercheurs

Dipe...
L'impact factor...
les établissements de recherche...
notamment dont celui avec Springer en France...

Publications scientifiques : pour qui ? par qui ?

Les progrès de la connaissance doivent irriguer la société dans son ensemble, et les supports de diffusion doivent le permettre. Toutefois, pour remplir leur office, ils doivent prendre en compte les spécificités des différents publics auxquels ils s'adressent, être adaptés à leurs attentes et faire sens pour eux.

C'est évidemment le cas des revues « grand public ». C'est aussi pertinent pour le tissu économique, qui a besoin de disposer, en permanence, d'une culture scientifique suffisante, ne serait-ce que dans sa fonction d'innovation et de modernisation. Les résultats de la recherche doivent ainsi lui être rendus abordables et intelligibles *et utilisables*.

Les progrès de la connaissance dans leur phase d'élaboration obéissent à leur logique propre : ils nécessitent des échanges à caractère scientifique entre pairs, capables à la fois de discuter les résultats obtenus par leurs collègues, éventuellement de les reproduire, en tout cas de *se les approprier*. *pouvoir les utiliser et les faire évoluer*

Il va de soi que les types de publications diffèrent selon ces différents publics, et que le rôle des « publieurs » devrait se concentrer à l'interface entre les chercheurs et la société ainsi qu'entre les chercheurs et les entreprises. Les besoins sont immenses : alors que notre société s'approprie de plus en plus des outils techniques reposant sur des découvertes récentes, la science n'est pas intégrée suffisamment à la culture « générale » pour permettre partages de connaissances et échanges riches et pertinents, voire pour faire face à des oppositions frontales (voir la saga des cellules-souches dans le hors-champ de cette VRS).

Les éditeurs pourraient définir et se saisir de tout ce champ de diffusion et de mise à disposition de problématiques scientifiques. De même il manque des interfaces entre la recherche et le tissu économique. Certaines revues existantes y répondent, mais le besoin de « traduction » de résultats avérés n'est sans doute pas encore suffisamment comblé par les médias de veille scientifique et technologique. Le développement d'un journalisme scientifique professionnel (et non de communicants) destiné à ces publics devrait se renforcer, mais surtout les rédactions devraient s'étoffer en journalistes spécialisés. Comme le montre, pour la question énergétique, l'enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication Jean-Baptiste Comby, « *il n'existe pas, dans les médias généralistes français, de rubriques, de services et donc de spécialités journalistiques relatives aux questions énergétiques. Le traitement journalistique de l'énergie est partagé entre les journalistes des services économie et ceux des services environnement**... »

Par contre, la production, l'évaluation et la dissémination des publications académiques peuvent le plus utilement être prises en charge par les scientifiques eux-mêmes. Ils sont – de fait – de plus en plus nombreux non seulement à le penser, mais à aussi à le faire.

* Voir Jean-Baptiste Comby, *Le traitement des enjeux énergétiques par les grands médias télévisuels* http://www.ecologie-humaine.eu/DOCUMENTS/SEH_Energie/Energie_23_Comby.pdf

a-t-elle
aux revues de
Ainsi, l'université de Montréal (UdeM) a mis fin, en 2016, à la quasi-totalité de ses abonnements avec Springer, après le refus de ce dernier de réduire ses tarifs et après

avoir constaté que seuls 265 titres des 2 266 périodiques de son forfait sont utiles à la recherche et l'enseignement. L'UdeM dénonce le fait qu'« une partie de la straté-

gie des éditeurs commerciaux consiste à multiplier les périodiques au sein des grands ensembles pour en justifier le coût exorbitant ». Elle appelle à « refuser la révision d'articles, ou soutenir le modèle de diffusion en libre accès » et précise que « le plus grand risque, pour un éditeur, est la remise en cause de sa matière première gratuite, de sa main-d'œuvre bénévole et de son modèle d'affaires ».

Au Danemark, les universitaires affirment : « nous devons stopper les hausses de prix anormales, que les institutions ne peuvent tout simplement pas se permettre désormais ». Et ils ajoutent vouloir favoriser « la transition vers le Green Open Access en cohérence avec notre stratégie nationale ».

En France, *Nature* les négociations avec Springer sur l'augmentation des coûts d'abonnement de ses revues viennent d'être rompues, comme le relate le communiqué de presse de Couperin du 3 avril 2018, reproduit en grande partie ici² :

« Cette situation intervient après treize mois d'une négociation acharnée avec Springer Nature, menée par le consortium national Couperin.org (qui représente plus de deux cent cinquante établissements d'enseignement supérieur, de recherche et de santé : universités, écoles, organismes de recherche dont le CNRS, hôpitaux (...)). »

Les négociations ont abouti à une impasse, conséquence de la divergence d'approche économique entre l'éditeur et les établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

La recherche académique française a mandaté le consortium pour obtenir une diminution du prix du contrat d'abonnement. (...) Le développement, au niveau international, du mode de publication en open access

italien
² <https://www.couperin.org/site-content/261-a-la-une/1333-couperin-ne-renouvelle-pas-l-accord-national-passe-avec-springer>

Commentaire :

La fusion entre Mac Millan et Springer Science-Business-Media a eu lieu en et a donné naissance à Springer Nature.

« auteur-payeur » conduit à une augmentation sensible des contenus publiés en open access dans les revues diffusées sous abonnement payant par Springer Nature (...).

L'éditeur justifie sa politique d'augmentation des coûts d'abonnement par l'augmentation du nombre des articles publiés dans ses 1 185 revues, estimée à 3 % par an. L'éditeur démontre une conception purement quantitative de son produit, considéré comme un ensemble d'articles toujours croissant, quelle que soit par ailleurs leur qualité. Dans le même temps, l'usage des revues Springer est en diminution et se concentre sur un tiers de la collection : ce phénomène est paradoxal puisque le nombre d'articles disponibles va croissant. (...) Il confirme l'opinion largement exprimée par les chercheurs sur les dangers liés à l'augmentation continue du nombre de revues et d'articles publiés. Cette augmentation du volume des publications scientifiques aurait pour corollaire un appauvrissement général de la qualité des contenus, dénoncent régulièrement les scientifiques.

(...) Les coûts toujours croissants de l'information scientifique captent une partie désormais trop importante des budgets des établissements, part qui ne peut être consacrée au financement des activités de recherche ni employée à soutenir la diversité éditoriale. Cette situation représente une menace pour la recherche, alors que les chercheurs sont les producteurs de cette information qu'ils fournissent gratuitement aux éditeurs, et dont ils assurent, toujours gratuitement, l'évaluation et la gestion éditoriale. (...)

Les établissements d'enseignement supérieur et de recherche ne sont plus disposés à voir croître indéfiniment leur dépense d'abonnements ; (...) ni « à payer des sommes toujours plus astronomiques pour accéder à l'information qu'ils produisent et valident au profit des éditeurs. »

Transition vers l'accès libre : le piège des accords globaux avec les éditeurs

Extrait de l'article du 13 avril 2018 de Marie Farge, directrice de recherche CNRS, ENS et Institut national des sciences mathématiques et de leurs interactions et Frédéric Hélein, professeur à l'Université Paris Diderot et directeur scientifique du Réseau national de bibliothèques de mathématiques.
(...) Pour conserver des marges bénéficiaires comparables avec le système de publication en accès libre, un éditeur devrait facturer les redevances à un prix moyen du même ordre de grandeur. (...)

La meilleure solution pour ces éditeurs reste donc d'obtenir le paiement des redevances par leurs interlocuteurs traditionnels, les bibliothèques, déjà dotées des gros budgets aptes à supporter les abonnements onéreux, ou bien vers des agences ou des institutions nationales. Ainsi les redevances ne pèseront pas directement sur les budgets des laboratoires, resteront invisibles aux chercheurs, et, mieux encore, se substitueront « en douceur » aux sommes astronomiques que les bibliothèques ont l'habitude de payer. Les éditeurs pourront ainsi poursuivre en toute sécurité leur « *business as usual* ».

Le premier pays où un modèle de ce type fut expérimenté fut le Royaume-Uni. Les Britanniques sont engagés depuis 2013 dans un programme de transition vers l'accès libre combinant l'usage d'archives ouvertes et le paiement de redevances aux éditeurs. Cela a nécessité la mise en place d'un protocole complexe² pour les institutions et la création d'un fonds spécial pour financer les coûts supplémentaires occasionnés. Malgré une volonté politique de maîtrise des coûts globaux (abonnements et redevances), force est de constater qu'aucune dépense n'a pu être contenue³. Pire encore, le système de remboursement des redevances aux universités par le fonds spécial a engendré une bureaucratie dont le coût a encore alourdi la facture. Cette expérience a incité les grands groupes d'édition et les pays tentés par cette direction à s'orienter plutôt vers des accords globaux, à l'échelle d'un pays, dont la facture serait payée par les bibliothèques.

C'est cette voie qu'ont prise les Pays-Bas, en concluant, fin 2014, un accord avec Springer qui intègre un abonnement à un bouquet de revues avec le droit pour les chercheurs néerlandais de publier en accès libre sans frais supplémentaires (ceux-ci étant donc intégrés dans la facture d'abonnement⁴). Des accords du même type ont, depuis, été conclus avec d'autres éditeurs et dans d'autres pays : en Autriche⁵ et en Allemagne⁶ fin 2015, puis en Suède⁷ en 2016, en Finlande⁸ en 2018, etc. Le type de contrat varie, mais on observe une évolution vers des contrats dans lesquels la prise en compte des redevances a un poids de plus en plus important. C'est ainsi, qu'à partir de fin 2016, l'Allemagne s'est engagée dans une voie encore plus radicale : au lieu de vouloir conclure des accords mixtes, concernant à la fois les abonnements pour lire et les redevances pour publier, l'Allemagne estime qu'il n'est plus question de payer pour lire, mais juste pour publier. (...)

1 <https://blogs.mediapart.fr/edition/au-coeur-de-la-recherche/article/130418/transition-vers-l-acces-libre-le-piege-des-accords-globaux-avec-les-editeurs>

2 <https://www.jisc.ac.uk/guides/implementing-open-access>

3 <https://www.timeshighereducation.com/news/huge-rise-subscription-costs-despite-open-access-switch>

4 <https://www.uu.nl/en/news/agreement-association-of-universities-in-the-netherlands-and-publisher-springer>

5 <http://www.springer.com/gp/aboutspringer/media/press-releases/corporate/austrian-scholars-can-publish-open-access-in-more-than-1-600-springer-journals/794476>

6 <https://www.mpg.de/9709881/oa-max-planck-society-springer>

7 <http://www.springer.com/gp/about-springer/media/press-releases/corporate/swedish-researchersto-benefit-from-innovative-open-access-agreement-with-springer/10347200>

8 <https://www.mostlyphysics.net/blog/2018/1/25/finland-takes-a-step-back-in-the-openness-of-academic-journal-pricing>